

Angela Merkel : "Ma vision, c'est l'union politique"

Intervista a Angela Merkel di Stephan Kornelius, Javier Moreno Barber e Barotsz Wielinski.

Cet entretien, accordé conjointement aux six quotidiens Le Monde, Süddeutsche Zeitung, The Guardian, La Stampa, El País et Gazeta Wyborcza, a été recueilli à Berlin le 19 janvier par Stephan Kornelius, Javier Moreno Barber et Barotsz Wielinski.

Madame la Chancelière fédérale, jouez-vous d'un instrument de musique ?

Non, enfant, j'ai appris un peu la flûte et le piano, mais sans grand succès.

Et pourtant, vous vous y connaissez en matière d'orchestres et vous êtes passionnée de concerts. Si vous comparez l'Union européenne à un orchestre, dans quelle catégorie de voix placez-vous l'Allemagne ?

Dans l'orchestre européen que j'ai en tête, aucun peuple n'est seul compétent pour les sons doux et aucun non plus uniquement pour les trombones ; chaque peuple est au contraire représenté dans chaque catégorie de voix.

Cela fait un an maintenant que vous répétez très intensivement, et la plupart du temps de façon très dissonante...

... C'est de la musique très moderne...

... L'orchestre maîtrise-t-il entre-temps la partition ? Concrètement : les acteurs politiques dominant-ils la crise ?

Il est vrai que, comme un orchestre, nous cherchons, ensemble, à ce que l'Europe fasse entendre sa voix dans le monde. Mais en politique aussi, il y a des passages en tonalité majeure ou mineure, de même que des passages harmonieux ou dissonants. Vu l'histoire de notre continent, c'est déjà à mon sens un énorme progrès que nous puissions aujourd'hui comparer l'Union européenne à un orchestre.

Et qu'en est-il de la maîtrise de la partition ?

Nous n'avons pas encore surmonté la crise. Il y a, d'une part, les difficultés actuelles qui continuent de nous préoccuper : l'extrême endettement de certains pays, accumulé souvent depuis de longues années et qui s'est aggravé en raison de la crise financière et économique, endettement le plus souvent associé à un taux de chômage élevé et à de graves lacunes structurelles. Et puis, il y a bien entendu le cas particulier de la Grèce où en dépit de tous les efforts accomplis, ni les Grecs eux-mêmes ni la communauté internationale ne sont parvenus pour l'instant à stabiliser la situation. Nous devons tout d'abord apaiser tout cela et reconquérir ainsi la confiance des marchés.

Il se pose par ailleurs une question tout à fait fondamentale : quelle ambition avons-nous pour notre Europe ? Situons-nous notre performance près d'une valeur médiane, d'un niveau moyen ? Ou bien nous orientons-nous par rapport aux régions du monde à l'économie dynamique qui donnent la cadence ? Le fait que nous ayons entre-temps développé une position commune quant aux questions de discipline budgétaire et de réduction de la dette est une bonne chose, mais cela ne suffit pas. Il faut à l'Europe davantage de croissance et d'emplois. Elle doit pouvoir s'affirmer également à l'avenir dans la compétition mondiale. J'aimerais que l'Europe soit également reconnue dans vingt ans pour sa capacité d'innovation et ses produits. L'enjeu est de nous imposer à l'ère de la mondialisation, et donc d'assurer notre prospérité dans la durée.

Avez-vous des doutes concernant la politique de crise menée jusqu'ici ?

Un bon responsable politique a toujours des doutes, ce qui l'amène à vérifier sans cesse ses réponses. Je veux bien entendu conserver l'euro et l'Union ; je n'ai donc pas le moindre doute concernant les objectifs. En revanche, pour ce qui est du chemin à suivre pour atteindre ces objectifs, il faut souvent peser le pour et le contre et faire des compromis : à quoi ressemble exactement un pacte budgétaire, comment gérer le droit du travail, comment réparer-tir les fonds structurels ? Il convient ici de voir les avantages et les inconvénients, et il est rare que la décision soit de 100 contre 0.

Pourquoi le processus d'apprentissage a-t-il été si dur ?

En Europe, il est arrivé dans le passé que nous nous jetions de la poudre aux yeux. Les marchés, eux aussi, ont été longtemps sans réagir aux problèmes, notamment à l'écart de concurrence vis-à-vis de la Grèce. Pour finir, nous avons trop souvent omis de respecter les règles que nous avons nous-mêmes adoptées comme le pacte de stabilité.

Quelle est à ce jour votre principale expérience dans le contexte de la crise ?

Au début, la question de savoir si, en Europe, nous n'étions pas tout simplement victimes des "spéculateurs" a beaucoup fait débat. Aujourd'hui, et c'est le pas décisif, nous avons dégagé les racines de nos problèmes. Ces dix-huit derniers mois, de nombreux pays ont déployé des efforts incroyables et engagé des réformes douloureuses, ce pour quoi je les assure de tout mon respect. Je pense que, dans l'ensemble, nous avons trouvé un bon équilibre entre solidarité européenne et responsabilité nationale : si nous tirons les enseignements de toutes les erreurs et de tous les manquements, l'Europe sera après la crise bien, bien plus forte qu'elle ne l'était auparavant. Telle est ma conviction profonde.

Concernant la solidarité, il y a aussi d'autres opinions. L'Italie réclame nettement plus de soutien. Qu'entendez-vous par "solidarité" ?

Que nous aidions nos partenaires européens en sous-entendant qu'ils fassent le maximum de leur côté pour améliorer leur situation. C'est ce que nous avons fait dans le cas du FESF, et c'est ce que nous faisons pour le MES. L'idée de ce mécanisme de sauvetage permanent vient d'ailleurs de l'Allemagne. Nous sommes prêts à nous montrer solidaires. Mais nous avons aussi toujours souligné que nous devons apporter une aide sur la base des traités de l'Union monétaire, lesquels établissent clairement qu'aucun pays ne peut prendre à sa charge les dettes d'un autre.

Votre solidarité a donc un aspect très rigoureux.

Si nous sommes solidaires, nous ne devons pas pour autant oublier la responsabilité propre. Les deux vont de pair. Il est absurde de promettre toujours plus d'argent si nous ne luttons pas contre les origines de la crise. En Espagne, par exemple, plus de 40 pour cent des jeunes sont au chômage, ce qui est également dû à la législation. Ce n'est pas un reproche, comprenez-le bien, car j'ai beaucoup d'estime pour les efforts de réforme espagnols. D'autres pays, comme l'Allemagne ou les Européens de l'Est, ont déjà procédé à de douloureuses réformes de leur marché du travail. Je plaide pour que nous, Européens, apprenions les uns des autres. L'Allemagne peut, elle aussi, s'inspirer d'autres pays dans certains domaines.

Vu les milliards d'aides et les fonds de secours, nous, Allemands, devons nous aussi faire attention si nous ne voulons pas, un jour, être à bout de forces – nos possibilités à nous non plus n'étant pas illimitées – ce qui ne serait pas dans l'intérêt de l'Europe dans son ensemble.

Le stress de la crise laisse des traces. Quel est le risque d'une division de l'Europe ?

Je ne vois pas de division de l'Europe, mais il est clair que les marchés testent notre volonté de solidarité. Les investisseurs à long terme qui placent l'argent de beaucoup de personnes

aimeraient savoir où en sera l'Europe dans vingt ans. Malgré son changement démographique, l'Allemagne sera-t-elle encore compétitive ? Serons-nous innovants ? Durant la crise actuelle, nous avons atteint un niveau de coopération tout à fait nouveau en Europe : c'est en quelque sorte une politique intérieure européenne. Nous ne pouvons donc plus seulement communiquer de manière diplomatique, nous devons, comme en politique intérieure nationale, aborder les problèmes sans fioritures et les résoudre ainsi.

Les Britanniques ne sont pas du tout d'accord pour définir la politique européenne comme une politique intérieure.

Je suis convaincue que le Royaume-Uni souhaite rester membre de l'Union européenne. La cohésion à vingt-sept n'est pas toujours facile, c'est certain. Et pour nous, Allemands, il s'agira toujours de nous concerter avec tous : avec les "grands" comme avec les "petits" Etats membres, avec ceux qui étaient membres depuis le début et avec ceux qui sont venus s'ajouter au fil des décennies. Nous devons constamment trouver l'équilibre avec tous, et là où c'est possible, avec le Royaume-Uni également.

Comment se présente l'équilibre lorsque certains pays ne font pas partie du noyau dur de l'Eurogroupe et du pacte budgétaire ?

Tout le monde comprendra que les pays qui se sont associés en adoptant une monnaie commune doivent coopérer de façon particulièrement étroite. Mais nous ne nous isolons pas pour autant ; ce serait une erreur fondamentale. Qu'il s'agisse du pacte Euro Plus ou du pacte budgétaire, chaque membre n'appartenant pas à la zone euro est invité à nous rejoindre. Nous ne pourrions renforcer notre monnaie commune que si nous resserrons notre concertation politique, si nous sommes prêts à transférer pas à pas d'autres compétences à l'Europe. Après nous être promis une centaine de fois des réductions de dettes et des finances publiques solides, il faut à l'avenir que ces mesures puissent être imposées ou obtenues par voie de justice. Le pacte budgétaire doit servir précisément à ce que ces obligations soient vérifiables. Pour ce faire, nous devons conférer aux institutions davantage de droits de contrôle et leur donner plus de mordant.

Après les économies, la croissance. Comment cela peut-il fonctionner parallèlement ?

Je m'aperçois que quand il est question de croissance, certaines personnes pensent toujours uniquement aux onéreux programmes conjoncturels. De tels programmes étaient utiles pendant la première crise, et nous devrions encore maintenant passer en revue les fonds européens dans lesquels il reste des sommes non affectées. J'aimerais que nous fassions un usage ciblé de cet argent pour mettre en œuvre des mesures stimulant la croissance et l'emploi. Je songe en particulier au soutien des PME ou des créateurs d'entreprises, ainsi qu'aux programmes pour l'emploi des jeunes ou aux ressources destinées à la recherche et à l'innovation. L'Allemagne est prête à investir les fonds structurels dans ces domaines utiles.

Il existe cependant d'autres possibilités de favoriser la croissance, qui ne coûtent presque rien. Prenez par exemple le droit du travail : il doit s'assouplir en particulier là où les barrières sont trop hautes pour les jeunes. Il n'est pas acceptable non plus que des catégories professionnelles tout entières ne soient accessibles qu'à un petit groupe de la population. Le secteur tertiaire peut être développé très rapidement. Il nous faut renforcer la privatisation. Il y a de nombreuses possibilités de desserrer les freins à la croissance grâce à de telles réformes structurelles.

La force de l'Allemagne constitue-t-elle un obstacle à la croissance des autres ?

Non. Et cela n'avantagerait personne que l'Allemagne soit affaiblie. Nous devons bien entendu corriger au fur et à mesure les déséquilibres en Europe, mais en permettant aux autres pays d'accroître à nouveau leur compétitivité et non en affaiblissant l'Allemagne.

Existe-t-il d'autres modèles pour répartir les risques et prendre plus de responsabilités ?

Les euro-obligations ne sont pas une solution pour régler la crise momentanée. On ne pourra réfléchir à une plus grande responsabilité commune que lorsque nous aurons atteint un niveau d'intégration bien plus approfondi en Europe, et non comme outil pour gérer la crise. Or, pour une intégration plus approfondie, il faut, par exemple, que la Cour de justice de l'Union européenne contrôle les budgets nationaux, et bien plus encore. Si nous devons avoir un jour une politique financière et budgétaire harmonisée, d'autres formes de coopération et de responsabilité commune pourront alors être trouvées.

Le ministre polonais des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski a dit craindre davantage une Allemagne inactive qu'une Allemagne qui dirige. Les Allemands en font-ils assez ?

Je suis tout d'abord très contente que ces propos du ministre polonais expriment une grande confiance. Cela prouve à quel point nos relations ont évolué positivement. Disons de manière générale que l'Allemagne est un grand pays européen et qu'elle assume la responsabilité qui en découle. D'un autre côté – et j'insiste sur le fait que je ne vise pas la Pologne en disant cela –, il arrive que quelqu'un demande à quelqu'un d'autre de diriger les affaires pour ne pas avoir à prendre lui-même de responsabilités, et ce parce qu'il sait bien que le leadership est toujours synonyme de risque. L'Allemagne ne craint pas de prendre des risques pour la bonne cause, mais nous devons avant tout nous accorder en Europe sur une voie commune.

Les propos de M. Sikorski expriment également une inquiétude : l'Allemagne est-elle vraiment attachée à l'Europe ou ne serait-elle pas mieux seule ?

Je serai claire : toutes les forces politiques concernées en Allemagne sont pro-européennes. "Wir sind zu unserem Glück vereint" ("Notre chance, c'est d'être unis"), avons-nous dit lors du 50^e anniversaire des Traités de Rome, et c'est à dessein que nous avons choisi cette formulation à double sens qui laisse entendre que nous avons la chance d'être unis et aussi que l'Europe unie assure notre bonheur.

Et pourtant, l'Europe a longtemps été un havre d'harmonie.

Peut-être, mais pour cela, nous avons trop souvent reculé devant des décisions difficiles. L'Europe ne pourra pas réussir ainsi, or voir l'Europe réussir, c'est précisément ce que je souhaite.

Vous réclamez la rigueur et renforcez ainsi une image qui, disons-le prudemment, n'est pas précisément utile, celle d'une Allemagne dure, prétentieuse, dominante.

Je prends ces préoccupations au sérieux, mais elles sont infondées. Il est par ailleurs intéressant de voir la rapidité avec laquelle certains stéréotypes peuvent émerger, y compris dans le débat en Allemagne, d'ailleurs. Des stéréotypes du genre "les" Allemands, "les" Polonais, "les" Français, "les" Espagnols et "les" Grecs, dont nous croyons pertinemment savoir comment ils sont. Le progrès en Europe était précisément que nous ne nous montrions plus du doigt et que nous ne parlions plus "des" Français ou "des" Allemands. Il y a des Allemands fainéants et des Allemands assidus au travail, il y a des Allemands de gauche et des Allemands conservateurs. Il y a des amis de la compétitivité et des amis de la redistribution. L'Allemagne est aussi variée que tous les autres pays d'Europe. Nous pouvons enterrer les vieux stéréotypes.

En quoi cette situation particulière vous influence-t-elle personnellement ? Un chancelier de la République fédérale d'Allemagne n'a rarement ou jamais disposé d'une telle panoplie de pouvoirs. On vous appelle Madame Europe, la chancelière de fer, Madame Bismarck. Trouvez-vous cela inquiétant ?

J'agis en mon âme et conscience. J'ai vécu pendant 35 ans dans un pays qui, Dieu merci, n'a finalement pas pu survivre en raison de son incapacité économique et poli-tique, qui a été balayé par la soif de liberté de ses habitants. Je suis profondément convaincue que l'Europe, avec sa démocratie, ses droits de l'homme, ses idéaux de liberté et ses valeurs, a beaucoup à offrir à ses habitants et du monde.

Aujourd'hui, l'Europe représente encore sept pour cent de la population mondiale. Si nous ne nous solidarisons pas, notre voix et nos convictions pourront à peine se faire entendre. Ma motivation réside dans cette idée européenne de paix, de valeurs et de prospérité. C'est pour-quoi je ne voudrais pas que nous nous contentions de nous faufiler à travers la crise. Je ne voudrais pas que l'Europe soit un musée de tous les acquis passés ; l'Europe que j'appelle de mes vœux saura réussir à créer du nouveau. Je sais que cela signifie pour beaucoup un très, très grand changement, et c'est pourquoi nous devons nous soutenir mutuellement. Mais si nous reculons devant ces efforts, si nous sommes seulement gentils les uns avec les autres et diluons les projets de réforme, c'est assurément un mauvais service que nous rendons à l'Europe.

Il existe en France une expression très émotionnelle : le " désir de l'Europe ". Vous trouvez peut-être étranges de telles émotions. Néanmoins, pouvez-vous associer un sen-timent à l'Europe ?

Bien sûr, tout ce que je fais, je le fais parce que je suis intimement persuadée que l'Europe est notre chance, une chance que nous devons préserver. Si nous n'avions pas l'Europe, notre génération elle aussi se ferait peut-être la guerre aujourd'hui. J'ai souffert pendant 35 ans, jusqu'à la chute du Mur, de ne pas pouvoir me rendre librement en Europe occidentale. C'était pour moi un rêve. C'est mon continent, un continent sur lequel les habi-tants croient aux mêmes valeurs que moi. Un continent avec lequel on peut façonner le monde, avec lequel on peut s'engager pour tout ce qui assure l'avenir de l'humanité : dignité humaine, liberté d'opinion, liberté de la presse, droit de manifester, gouvernance économique durable, lutte contre le changement climatique. Ce sentiment pour l'Europe ne suffira pourtant pas à lui seul à procurer à tous prospérité et emploi. Nous devons chaque jour œuvrer dans cette voie.

Le moment n'est-il pas venu pour la grande vision, pour votre plan en dix points pour l'Europe ?

Je vous invite à lire mon discours à l'occasion du cinquantenaire des Traités de Rome. C'est ma profession de foi en l'Europe. Mais pour en revenir à votre métaphore musicale, je dirai qu'actuellement nous ne devrions pas parler de la beauté de la musique en soi ni de l'importance culturelle de l'orchestre. Nous devons plutôt jouer dans le concert des marchés mondiaux. Ils veulent entendre quelque chose de convenable.

Les Etats-Unis d'Europe font-ils partie de votre vision ?

Ma vision est l'Union politique, car l'Europe doit suivre sa propre voie. Nous devons nous rapprocher pas à pas, dans tous les domaines politiques. En effet, nous nous apercevons de plus en plus que tout sujet chez le voisin nous interpelle, et vice versa. L'Europe, c'est de la politique intérieure.

Comment cela doit-il se refléter au niveau des institutions et des structures ?

Au fil d'un long processus, nous transférerons davantage de compétences à la Commission, qui fonctionnera alors comme un gouvernement européen pour les compé-tences européennes. Cela implique un parlement fort. Le Conseil qui réunit les chefs de gou-vernement formera pour ainsi dire la deuxième chambre. Pour finir, nous avons la Cour euro-péenne de justice comme cour suprême. Cela pourrait être la configuration future de l'Union politique européenne, dans un certain temps, comme je le disais, et après de nombreuses étapes.